environmental investigation agency

Document d'information pour les délégués à la CoP19 de la CITES

BRACONNAGE DES RHINOCÉROS AU BOTSWANA :

Un État des Lieux

novembre 2022

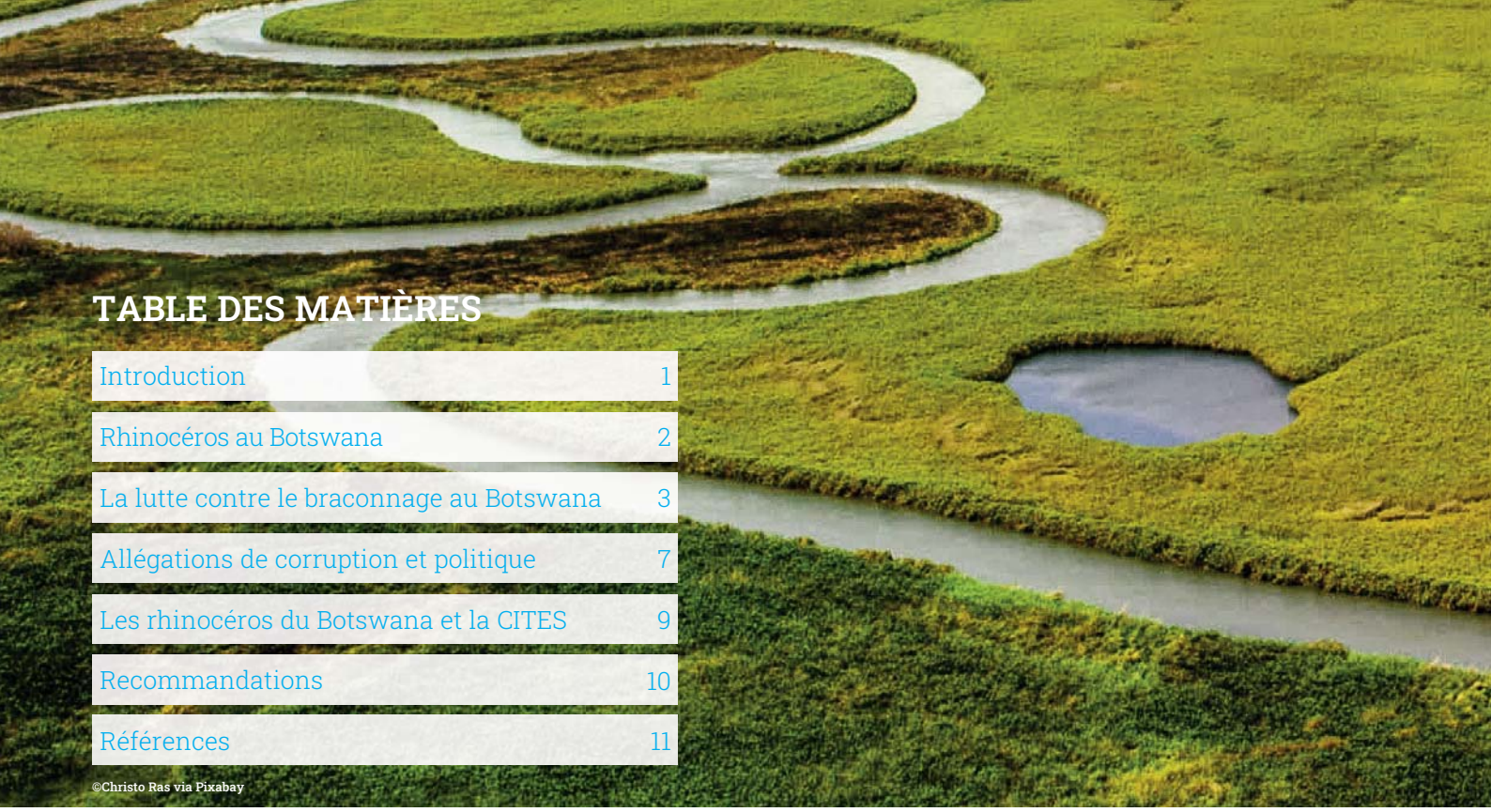


TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

Rhinocéros au Botswana 2

La lutte contre le braconnage au Botswana 3

Allégations de corruption et politique 7

Les rhinocéros du Botswana et la CITES 9

Recommandations 10

Références 11

©Christo Ras via Pixabay

À PROPOS D'EIA

Nous enquêtons et menons des campagnes contre les crimes et abus environnementaux. Nos enquêtes secrètes exposent la criminalité contre les espèces sauvages, en particulier les éléphants, les pangolins, et les tigres, ainsi que les crimes forestiers tels que l'abattage illégal du bois, et la déforestation liée aux cultures agricoles telles que l'huile de palme. Nous luttons pour la protection des écosystèmes aquatiques du monde en adressant les menaces de pollution des plastiques, de prises accessoires, et d'exploitation commerciale de baleines, dauphins, et des marsouins. Enfin, nous réduisons l'impact du changement climatique en luttant pour l'élimination des gaz frigorigènes à effet de serre élevés, en exposant le trafic de réfrigérants et en améliorant l'efficacité d'énergie dans le secteur du refroidissement.

REMERCIEMENTS

L'EIA souhaite remercier le Fonds *Tilia Fund* et d'autres organisations philanthropiques et individus pour leur soutien à notre travail de protection des rhinocéros.

© Environmental Investigation Agency

Design: www.designsolutions.me.uk

Couverture : Rhinocéros blanc ©Hans Veth via Unsplash

EIA US
PO Box 53343
Washington DC 20009
USA

T: +1 202 483-6621
E: info@eia-global.org
eia-global.org

EIA UK
62-63 Upper Street,
London N1 0NY
UK

T: +44 (0) 20 7354 7960
E: ukinfo@eia-international.org
eia-international.org

INTRODUCTION

Deux espèces de rhinocéros d'Afrique sont présentes au Botswana : le rhinocéros blanc *(Ceratotherium simum)* et le rhinocéros noir *(Diceros bicornis)*, en danger critique d'extinction. Jusqu'à il y a environ cinq ans, le Botswana avait connu très peu de cas de braconnage de rhinocéros.

Cela a valu au pays la réputation d'être un havre de paix pour les rhinocéros au milieu d'une crise du braconnage qui touchait presque tous les autres États de l'aire de répartition des rhinocéros en Afrique et en Asie. En 2017, le braconnage a commencé à augmenter au Botswana, les braconniers ayant commencé à abattre des rhinocéros dans la vaste région du delta de l'Okavango, au nord-ouest du pays.

Le braconnage des rhinocéros continuerait à s'intensifier au Botswana au moins jusqu'en 2020, dernière année pour laquelle le Botswana a publié des chiffres sur le braconnage des rhinocéros. La population de rhinocéros de l'Okavango a été durement touchée et le massacre s'est poursuivi sans relâche malgré les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre le braconnage, notamment la militarisation agressive de la frontière nord du pays et une opération majeure visant à écorner les derniers rhinocéros de l'Okavango dans l'espoir de faire de ces animaux une cible moins attrayante pour les braconniers.

Malgré la gravité du massacre, le Botswana a été réticent à partager des détails essentiels sur le statut de ses rhinocéros et les résultats de ses interventions de lutte contre le braconnage et de lutte contre la criminalité. Le Botswana est le seul État de l'aire de répartition du rhinocéros qui n'a pas mis à la disposition du Groupe de spécialistes des rhinocéros d'Afrique de l'UICN les

chiffres du braconnage pour 2021, avant la 19ième session de la Conférence des Parties à la CITES, et qui a également refusé de partager les estimations actualisées de la population et les informations sur les résultats de la lutte contre la criminalité. Lors de la 74ième session du Comité permanent de la CITES de mars 2022, le Botswana n'a fourni aucune information sur ses efforts pour lutter contre le braconnage et le commerce illégal des rhinocéros, malgré une décision de la CITES demandant à toutes les Parties de faire rapport sur les mesures et les activités qu'elles mènent pour lutter contre ces infractions.

Compte tenu de la rareté des informations en provenance du Botswana, l'EIA a produit cette analyse contextuelle dans le but de mettre en lumière certains des problèmes clés auxquels est confronté le secteur de la conservation au Botswana. L'analyse contextuelle s'appuie sur une série de documents de source ouverte et de communications personnelles partagées avec l'EIA.

RHINOCÉROS AU BOTSWANA

Aperçu de l'état de conservation des rhinocéros blancs et noirs

Les rhinocéros d'Afrique ont traversé une crise de braconnage qui dure depuis près de 17 ans. Après plus d'une décennie de paix, le braconnage des rhinocéros a commencé à augmenter au Zimbabwe en 2006, avant de s'étendre à l'Afrique du Sud voisine et de s'attaquer finalement à presque tous les États de l'aire de répartition des rhinocéros d'Afrique (et d'Asie).[1] Dans de nombreux États de l'aire de répartition, la situation a empiré avant de commencer à s'améliorer. Le braconnage des rhinocéros a atteint un pic en Afrique en 2015, année où 1 349 rhinocéros ont été abattus pour leur corne.[2] L'année dernière, 501 rhinocéros ont été abattus sur le continent africain, ce qui porte à 11 089 le nombre total de rhinocéros braconnés en Afrique depuis le début de la crise.[3] Toutefois, l'estimation pour 2021 est incomplète car le Botswana n'a pas publié les chiffres du braconnage pour cette année-là (voir p. 10).[4] Si le Botswana l'avait fait, le total de 2021 aurait dépassé les 503 rhinocéros braconnés en 2020, marquant ainsi la

Ci-dessus : Delta de l'Okavango

En bas : Rhinocéros blanc

première fois que le nombre de rhinocéros braconnés en Afrique cesse de diminuer d'une année sur l'autre depuis 2015.

Aujourd'hui, on estime qu'il reste 15 942 rhinocéros blancs en Afrique.[5] C'est 25,2 % de moins qu'il y a dix ans environ. Le parc national Kruger en Afrique du Sud, qui abrite historiquement la plus grande population de rhinocéros blancs sauvages au monde, a été le point zéro du braconnage. En 2011, on estimait à 10 621 le nombre de rhinocéros blancs occupant le parc. Aujourd'hui, ce nombre a chuté de 77 % et est estimé à 2 458.[6] Les braconniers ciblent de plus en plus le parc Hluhluwe-iMfolozi, dans la province sud-africaine du KwaZulu-

Natal, qui connaît la pire année de braconnage de rhinocéros jamais enregistrée, avec 207 rhinocéros abattus depuis le début de l'année, au 1er novembre 2022.[7]

Contrairement à d'autres États de l'aire de répartition des rhinocéros, le Botswana était jusqu'à récemment largement à l'abri des massacres. De 2006 à 2016, seuls six rhinocéros auraient été braconnés au Botswana.[8] Le Botswana était considéré comme un refuge si sûr que des rhinocéros blancs et noirs ont été transférés des zones de braconnage de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe voisins vers les vastes étendues sauvages du delta de l'Okavango, au nord-ouest du pays. Au moins 77 rhinocéros auraient été transférés au Botswana en 2018 depuis l'Afrique du Sud.[9] Ces translocations ont contribué à la croissance rapide de la population de rhinocéros du Botswana au cours des 20 dernières années, qui a atteint un niveau estimé à 502 rhinocéros à la fin de 2017 (environ 450 rhinocéros blancs et 52 rhinocéros noirs).[10] Cependant, cette même année, les braconniers ciblant les rhinocéros sont descendus dans le delta de l'Okavango, apportant violence et dévastation à ce site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Braconnage des rhinocéros dans le delta de l'Okavango

Sur les quelque 502 rhinocéros localisés au Botswana à la fin de 2017, environ la moitié vivait dans le delta de l'Okavango.[11] Le braconnage des rhinocéros a commencé à augmenter cette année-là, mais cela n'a été révélé que lorsque les Groupes de spécialistes des rhinocéros d'Afrique et d'Asie (AfRSG) de la CSE de l'UICN et TRAFFIC ont publié un rapport sur la conservation, l'état et le commerce des rhinocéros (le rapport UICN/TRAFFIC) pour la 19ième réunion de la Conférence des Parties (CoP19) à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en 2022.[12] Avant le rapport 2022 de l'UICN/TRAFFIC, il était déjà entendu que le braconnage des rhinocéros avait commencé à augmenter dans l'Okavango en 2018.

Selon le rapport UICN/TRAFFIC à la CoP19, 18 rhinocéros auraient été braconnés au Botswana en 2018.[13] Ce nombre grimperait à 31 en 2019, puis à 55 en 2020.

Le gouvernement du Botswana a refusé de publier les chiffres du braconnage des rhinocéros pour 2021 et 2022, bien que des rapports de braconnage de rhinocéros aient continué à émerger pendant cette période.[14] Bien que le Botswana n'ait pas publié de chiffres officiels sur sa population, l'AfRSG de l'UICN s'est appuyé sur les données mises à disposition pour estimer que la population de rhinocéros blancs du Botswana s'élevait à 242 et celle de rhinocéros noirs à 23 à la fin de 2021.[15] Cela représente un déclin de 46 % de la population de rhinocéros blancs du Botswana et un déclin de 54 % de sa population de rhinocéros noirs. Le nombre réel de rhinocéros braconnés est certainement plus élevé que ce qui a été rapporté, étant donné le manque de données disponibles pour 2021 et 2022, et par conséquent la véritable ampleur de l'effondrement de la population est pire que ce qui a été rapporté.

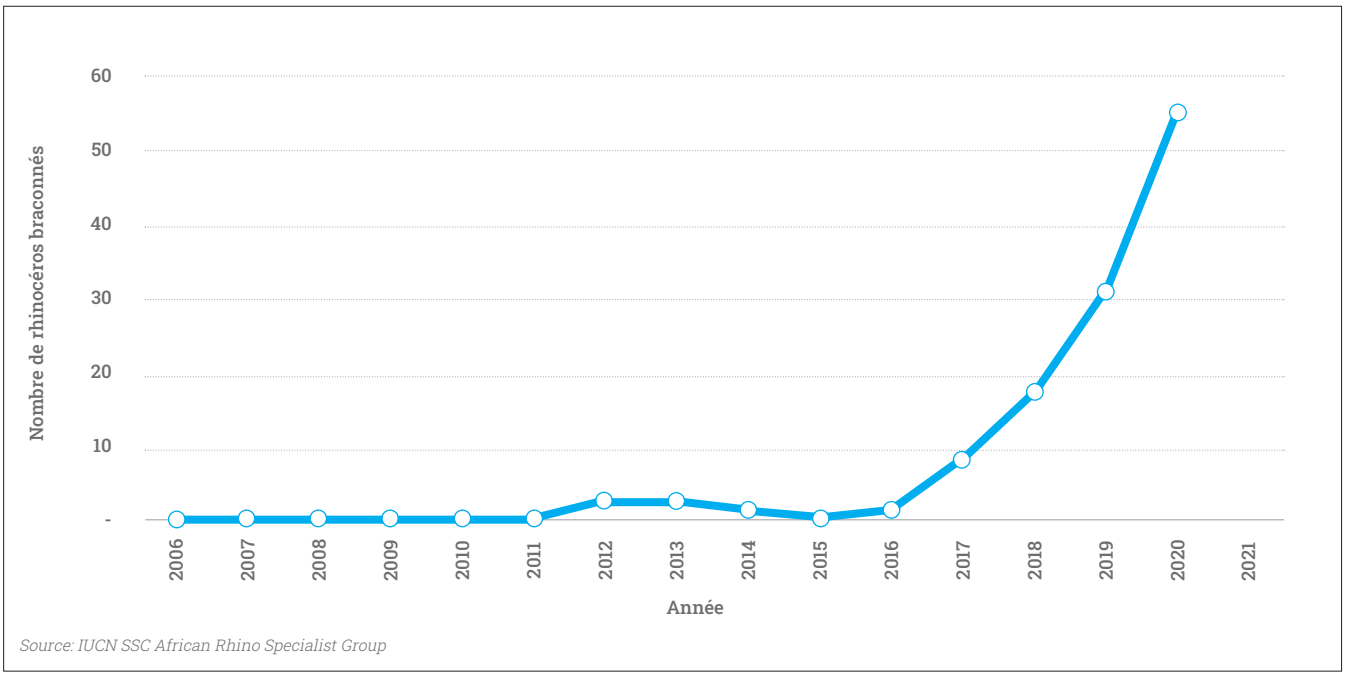
La plupart des braconniers qui s'en prennent aux rhinocéros du Botswana semblent provenir de pays voisins, comme la Zambie.[16] En effet, des ressortissants zambiens ont été appréhendés en possession de cornes de rhinocéros et de défenses d'éléphants juste de l'autre côté de la frontière botswanaise, dans la région du Zambèze en Namibie (qui ne compte aucun rhinocéros).[17] Selon la *Blue Rhino Task Team* de Namibie, des syndicats de braconniers opèrent entre la Zambie, le Botswana et la Namibie.[18]

Il est fort probable que le delta de l'Okavango soit désormais totalement dépourvu de rhinocéros. Les braconniers ciblent désormais les rhinocéros situés dans des réserves plus étroitement surveillées et clôturées[19] et semblent porter leur attention vers des rhinocéros plus éloignés de l'Okavango vers la Namibie, qui a connu une recrudescence du braconnage de rhinocéros cette année.[20]

LA LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE AU BOTSWANA

Quatre directions sont principalement responsables de la lutte contre le braconnage et le trafic de rhinocéros au Botswana : la Direction des espèces sauvages et des

Figure 1: *Rhinocéros braconnés au Botswana*



Source: IUCN SSC African Rhino Specialist Group

parcs nationaux (DWNP), la Force de défense du Botswana (BDF), la Direction des renseignements et de la sécurité (DIS) et le Service de police du Botswana (BPS).

La DWNP est chargé de la gestion des rhinocéros blancs et noirs du Botswana dans le cadre de son mandat de "conservation et de gestion des ressources halieutiques et fauniques et de leurs habitats en consultation avec les parties prenantes locales, régionales et internationales pour le bénéfice des générations actuelles et futures".[21] La DWNP agit aux côtés d'une demi-douzaine de directions placées sous l'autorité du ministère de l'Environnement, de la Conservation des ressources naturelles et du Tourisme.

La BDF est l'armée du Botswana. La mission de la BDF est de défendre l'intégrité territoriale, la souveraineté et les intérêts nationaux du Botswana afin de garantir la sécurité et la stabilité nationales.[22] La DIS est l'agence de renseignement nationale du Botswana et est responsable, entre autres, de la détection et de l'identification des menaces ou des menaces potentielles pour la sécurité nationale. La DIS a été créé en 2008 et est installée au sein du Bureau du Président.[23]

Le BPS est le principal organisme chargé de l'application de la loi au Botswana et la poursuite des infractions liées à la faune et à la flore relève de sa compétence et de celle du ministère public. Le BPS dispose d'une unité spéciale spécialisée dans les enquêtes sur les stupéfiants, la faune et la flore (NFFI). La NFFI travaille en collaboration avec la DWNP pour lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages.

Ces quatre entités, dans l'idéal, travaillent ensemble pour combiner leurs compétences et capacités spécialisées afin de prévenir le braconnage et d'éliminer les réseaux criminels organisés impliqués, bien que dans le passé il y ait eu des malentendus qui suggèrent qu'elles ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde.[24] Le Botswana dispose également d'une stratégie nationale de lutte contre le braconnage qui a fait l'objet d'un examen très récemment en octobre 2021 dans le but de s'attaquer au crime organisé.[25] Il n'est pas clair si la stratégie a été révisée après l'achèvement de l'examen et quels changements, le cas échéant, sont prévus ou ont été mis en œuvre.

Militarisation de la frontière

La BDF est le fondement de la stratégie de lutte contre le braconnage des rhinocéros au Botswana. La BDF a été chargée de patrouiller les frontières du Botswana pour intercepter les ressortissants étrangers qui traversent illégalement pour braconner la faune sauvage et n'a pas hésité à prendre des mesures létales. Plus de deux douzaines de braconniers présumés ont été tués par la BDF depuis 2018 et au moins un soldat de la BDF a été tué lors de l'une de ces confrontations près de la frontière.[26]

La défense agressive de la frontière du Botswana par la BDF semble avoir eu peu d'impact pour empêcher les braconniers d'abattre les rhinocéros de l'Okavango. Les incidents de braconnage de rhinocéros ont augmenté de façon spectaculaire chaque année de 2017 à 2020, dernière année où les chiffres du braconnage ont été mis à disposition par le Botswana. Non seulement le braconnage s'est poursuivi apparemment sans relâche, mais la présence de la BDF a également entraîné une augmentation des tensions avec les communautés locales[27] et a même provoqué une petite crise diplomatique entre le Botswana et la Namibie (voir encadré). Les communautés locales se sont plaintes que les agents chargés de la lutte contre la criminalité ne discutent jamais avec elles des efforts de lutte contre le braconnage[28] et ont signalé des cas de harcèlement, d'intimidation et même d'agression par des soldats de la BDF.[29] Dans un cas, quatre guides de safari ont affirmé avoir été agressés par des soldats de la BDF après avoir été découverts avec une glacière pleine de poissons alors qu'ils n'avaient pas de permis de pêche. Après avoir appris que les guides envisageaient de poursuivre la BDF pour cet incident, l'un d'entre eux a déclaré que les soldats de la BDF lui avaient proposé de l'argent pour qu'il retire ses accusations.[30]

Écornage et évacuation

Au début 2020, la DWNP a lancé une opération visant à localiser, immobiliser et écorner tous les rhinocéros blancs restants dans le delta de l'Okavango afin de décourager les braconniers de s'en prendre aux rhinocéros.[42] L'écornage des rhinocéros est une procédure vétérinaire au cours de laquelle un rhinocéros est tranquillisé et la majorité de ses cornes sont retirées

Ci-dessus : Carcasse de rhinocéros braconnée au Botswana

Incident impliquant des pêcheurs namibiens

Dans la nuit du 5 novembre 2020, les agents de la BDF sont partis sur la rivière Chobe à la recherche de braconniers qui tentaient de franchir la frontière vers le nord-est du Botswana pour une expédition de braconnage lorsqu'ils ont repéré deux canoës avec quatre personnes à bord. Les détails exacts de ce qui s'est passé ensuite ne seront jamais connus, mais à un moment donné, peu après avoir repéré les canoës, les agents de la BDF ont ouvert le feu, tuant les quatre personnes.

Les quatre hommes tués ce soir-là étaient apparentés. Trois étaient des frères originaires de Namibie - Tommy Nchindo, Martin Nchindo et Wamunyima Nchindo - et le quatrième était leur cousin, Sinvula Munyeme, qui résidait en Zambie. La mère des frères Nchindo, Alphonsina Mubu, est morte tragiquement quatre jours plus tard, soi-disant à cause du choc et du stress.[31]

La famille et les membres de la communauté des quatre hommes affirment que les frères Nchindo et leur cousin étaient de simples pêcheurs et ne possédaient pas d'armes à feu. Selon la BDF, les hommes dans les canoës étaient des braconniers armés qui ont tiré sur eux en premier, et la BDF a été obligée de riposter.[32] Aucune trace d'arme à feu ou de munitions n'a été retrouvée dans l'un ou l'autre des canots, et une équipe de plongeurs qui a fouillé la rivière dans le cadre d'une enquête conjointe multinationale après l'incident n'a pas trouvé d'armes.[33]

L'incident a donné lieu à de grandes manifestations en Namibie, les manifestants exigeant des excuses du président du Botswana, Mokgweetsi Masisi, une enquête complète sur les homicides et la fin de la politique "tirer pour tuer" présumément suivie par la BDF (le gouvernement du Botswana nie que la BDF aient une politique officielle "tirer pour tuer").[34] Amnesty International a condamné ces meurtres et a demandé aux autorités " d' ouvrir une enquête indépendante et impartiale sur ces meurtres et de veiller à ce que les auteurs présumés soient traduits en justice."[35]

Le journal *The Namibian*, le plus grand quotidien indépendant de Namibie, a publié un éditorial cinglant dans lequel il avertit que "les exécutions extrajudiciaires par le Botswana de prétendus intrus des pays voisins ne cesseront jamais tant que des solutions multinationales ne seront pas mises en place. À moins que le président [namibien] Hage Geingob et le gouvernement namibien ne prennent conscience de leurs limites, vous pouvez vous attendre à ce que la force de défense du Botswana (BDF) continue à tuer et à torturer les namibiens qu'elle accuse d'être des braconniers avec le genre d'impunité pour laquelle il n'existe aucune faille dans le droit international."[36]

L'intense indignation du public a forcé une action au niveau présidentiel. Les présidents Masisi et Geingob se sont entretenus au téléphone et se sont finalement engagés à ce que les deux gouvernements mènent une enquête conjointe sur l'incident.[37]

En novembre 2021, le tribunal de première instance de Kasane au Botswana a acquitté les soldats de la BDF de toute activité criminelle.[38] Le magistrat qui a présidé l'affaire, Taboka Mopipi, a conclu qu'il n'y avait aucune preuve suggérant que les soldats de la BDF avaient entrepris de tuer intentionnellement les pêcheurs et qu'ils avaient réagi après avoir été les premiers à se faire tirer dessus (bien qu'aucune arme à feu n'ait été retrouvée sur la scène du crime). Il a également fondé sa décision sur trois défenses d'éléphant présentées comme preuves et sur le témoignage d'un enquêteur des services de police du Botswana qui a affirmé que trois défenses avaient été trouvées à l'intérieur de l'un des canoës après que la BDF eut confié la scène du crime à la police.[39] Selon certaines allégations, la BDF aurait placé les défenses sur le lieu du crime, mais aucune preuve n'a été fournie pour étayer cette affirmation.[40]

La famille des pêcheurs tués a déclaré qu'elle prévoyait de contester la décision du tribunal de Kasane. Entre-temps, l'organisation de la société civile namibienne *Caprivi Concerned Group* a demandé à la Cour pénale internationale de La Haye, aux Pays-Bas, d'enquêter sur l'incident, et en particulier sur le président Masisi et sur le lieutenant Placid Segkogo, commandant de la BDF.[41]

à l'aide d'une tronçonneuse. Les cornes sont coupées au-dessus de la plaque de croissance et des terminaisons nerveuses afin de permettre la repousse de la corne et d'éviter de faire souffrir l'animal. Toutefois, il reste une partie de la corne, que les braconniers peuvent toujours essayer d'obtenir, surtout s'ils estiment que le risque de se faire prendre est suffisamment faible pour en valoir la peine.

Ce scénario semble s'être déroulé dans le delta de l'Okavango pour les rhinocéros blancs du Botswana. Des rapports ont révélé que des carcasses de rhinocéros écornés ont été retrouvées dans le delta, avec le peu de corne qui restait après l'opération d'écornage, arrachée par les braconniers.[43] Le fait que les rhinocéros écornés continuent d'être pris pour cible a incité le gouvernement à prendre la mesure radicale de rassembler tous les rhinocéros blancs restants dans le delta de l'Okavango et de les déplacer vers des réserves clôturées non divulguées où ils pourront être surveillés de plus près en octobre 2021.[44] Le gouvernement n'a pas révélé combien de rhinocéros ont été déplacés au cours de l'opération de relocalisation.

Le déplacement des rhinocéros blancs a été précipité par l'évacuation des derniers rhinocéros noirs de l'Okavango en avril 2020.[45] Il ne restait que 50 rhinocéros noirs en danger critique d'extinction au Botswana à la fin de 2017 et une fois de plus, peu de détails ont été publiés par la DWNP et on ne sait pas combien ont été déplacés avec succès lors de l'opération.

L'écornage et le transfert des rhinocéros nécessitent des équipes de vétérinaires, de gardes forestiers, de pilotes d'hélicoptères et d'autres professionnels de la gestion des espèces sauvages. Il s'agit de procédures coûteuses, en particulier à l'échelle à laquelle la DWNP les a entreprises dans l'Okavango, et elles ne sont pas sans risque, car elles soumettent l'animal cible à un stress extrême et augmentent le risque de décès dû à l'anesthésie. L'ancien président du Botswana, Seretse Khama Ian Khama, a affirmé que plusieurs rhinocéros

©Ingo Stiller via Unsplash

sont morts lors des opérations de translocation de rhinocéros menées par la DWNP.[46]

L'écornage entraîne également des complications supplémentaires en ce qui concerne le stockage des cornes de rhinocéros. L'opération d'écornage du rhinocéros blanc aurait entraîné des responsabilités en matière de sécurité et de stockage pour des dizaines de cornes de rhinocéros brutes. La sécurisation des stocks de cornes de rhinocéros est coûteuse et le risque de vol est omniprésent. En effet, des vols de cornes de rhinocéros ont eu lieu au Mozambique, au Zimbabwe, au Vietnam et en Afrique du Sud ces dernières années, et des centaines de cornes ont été amenées sur le marché noir depuis 2012.[47] Des échantillons d'ADN auraient dû être prélevés sur chaque rhinocéros pendant l'immobilisation et soumis au système de classification de l'ADN des rhinocéros (*Rhino DNA Indexing System* ou RhODIS) en Afrique du Sud, mais on ignore si cela a été fait.

La DWNP a publié peu de détails sur les opérations visant à écorner les rhinocéros blancs de l'Okavango et à évacuer les rhinocéros blancs et noirs restants vers des réserves fermées. Certaines informations, telles que l'emplacement des rhinocéros relocalisés, ne peuvent raisonnablement pas être divulguées pour des raisons de sécurité. Cependant, il existe de nombreux détails supplémentaires que la DWNP n'a pas rendus publics jusqu'à présent et qui pourraient être partagés pour évaluer l'efficacité de ces activités de lutte contre le braconnage et clarifier l'état actuel des populations de rhinocéros blancs et noirs du Botswana.

Critique et réponse

Le gouvernement du Botswana insiste régulièrement sur le fait qu'il prend toutes les mesures nécessaires pour protéger les rhinocéros, les éléphants et les autres animaux sauvages contre le braconnage, le trafic et les autres menaces affectant leur survie. Les suggestions contraires, la présentation de preuves remettant en question les affirmations du gouvernement et les demandes de renforcement de la transparence du gouvernement se heurtent systématiquement à des réponses combatives de la part de ce dernier.

Ci-dessus : Rhinocéros blanc après avoir subi l'écornage.

La frustration du gouvernement du Botswana face aux critiques de ses politiques de conservation des espèces sauvages ne se limite pas aux ONG étrangères. En 2019, le Botswana a révoqué le permis de recherche du Dr Mike Chase, directeur et fondateur de l'organisation *Éléphants sans frontières* et citoyen du Botswana, après qu'une enquête aérienne de 2018 sur les éléphants dans le nord du Botswana a révélé une augmentation du braconnage des éléphants.[48] Le gouvernement a qualifié de "fausses et trompeuses" les conclusions de l'enquête évaluée par des pairs.[49]

rhinocéros, cette pratique a pris fin en 2021. Aucune donnée sur le braconnage n'a été publiée par le gouvernement pour 2021 ou 2022, soi-disant en raison de problèmes opérationnels qui ne peuvent être communiqués au public. Selon le directeur de la DWNP, "Nous n'allons pas nous excuser... Cette décision a été prise en raison de la gravité du problème auquel nous sommes confrontés."[50] Les meilleures estimations de population disponibles de l'AfRSG de l'UICN sont principalement basées sur des estimations de population passées qui datent de près de cinq ans et sur les chiffres du braconnage disponibles.

Les représentants du gouvernement ont envoyé des messages contradictoires sur le statut des rhinocéros du Botswana. Parfois, le braconnage a été reconnu comme " [augmentant] à un rythme alarmant "[51] et le président Mokgweetsi Masisi a également identifié le braconnage comme la plus grande menace pour la biodiversité du Botswana.[52] Cependant, à d'autres occasions, le gouvernement a répondu de manière défensive à des questions sur la situation du braconnage. Dans un cas, un haut fonctionnaire de la DWNP a affirmé de manière déconcertante que "l'état de conservation des éléphants et des rhinocéros reste très positif dans le pays."[53]

©EIA

Braconnage des éléphants au Botswana

L'enquête aérienne menée par Éléphants sans frontières a révélé que le nombre de carcasses d'éléphants fraîches a augmenté de 593 % entre 2014 et 2018.[54] Ces résultats s'alignent sur des données similaires publiées dans le Rapport de situation du groupe de spécialistes de l'UICN sur l'éléphant d'Afrique de 2016, qui a identifié le "braconnage des éléphants par des bandes armées" comme une menace croissante dans le nord du Botswana et une "augmentation notable" du ratio de carcasses depuis 2012.[55] Le rapport du Programme CITES de suivi de l'abattage illégal d'éléphants (MIKE) soumis lors de la CoP18 a également signalé une augmentation de la proportion d'éléphants abattus illégalement pour l'Afrique australe depuis 2016, notamment dans le parc national de Chobe au Botswana.[56]

Ci-dessus : Éléphants d'Afrique dans le parc national de Chobe, au Botswana.

Depuis 2019, peu d'informations ont été publiées sur le braconnage des éléphants au Botswana, cependant le rapport MIKE soumis à la CoP19 révèle que le braconnage des éléphants a augmenté en Afrique australe en 2021 par rapport à 2020. Le braconnage continue d'être une menace majeure pour toutes les populations d'éléphants, y compris au Botswana et dans la grande zone de conservation transfrontalière Kavango-Zambezi, en raison de la demande et du commerce illégal de l'ivoire d'éléphant. Malgré le problème permanent du braconnage et les nombreuses preuves indiquant que le commerce de l'ivoire alimente le braconnage et le commerce illégal, le Botswana, comme d'autres pays d'Afrique australe, continue de chercher à rouvrir le commerce international de l'ivoire et à vendre ses stocks d'ivoire par le biais de propositions à la CITES.

La nature hautement politisée des politiques relatives à la faune et à la flore sauvages au Botswana, ainsi que le fait que le gouvernement soit connu pour imposer des représailles en réponse aux critiques, ont généré un climat de peur au Botswana. D'après les informations reçues par l'EIA, les experts scientifiques, les défenseurs de l'environnement et les communautés locales du Botswana hésitent à s'exprimer et à partager des informations qui pourraient être utiles pour lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages, mais qui constitueraient également des critiques envers le gouvernement. L'amélioration de la transparence gouvernementale et la mise en place d'un environnement où toutes les parties prenantes peuvent tenir un dialogue libre sur les données, les politiques et les stratégies sont essentielles pour rassembler toute l'expertise et les ressources disponibles qui peuvent aider le Botswana à résoudre ses problèmes actuels de braconnage et de commerce illégal d'espèces sauvages.

ALLÉGATIONS DE CORRUPTION ET POLITIQUE

Au cours des presque six décennies qui ont suivi l'obtention de son indépendance, le Botswana a acquis la réputation d'être l'un des pays les plus stables et les plus démocratiques d'Afrique. Ces dernières années, cependant, la confiance du public dans le gouvernement a diminué, des allégations de corruption ont été portées contre des services et des fonctionnaires du gouvernement, et la querelle politique entre l'administration actuelle et l'ancienne administration se poursuit. Prises ensemble, ces tendances dressent un portrait troublant d'un pays qui, historiquement, a été considéré comme un modèle pour d'autres jeunes démocraties dans le monde.

L'indice de perception de la corruption (IPC) du Botswana est tombé à "un niveau historiquement bas en 2021, enregistrant une baisse significative par rapport à un score de 65 en 2012."[57] L'IPC a été élaboré par l'organisation *Transparency International* et s'appuie sur les niveaux perçus de corruption du secteur public pour classer les pays sur une échelle allant de 0 (très corrompu) à 100 (très intègre). Le score le plus récent du Botswana, 55, est basé en partie sur l'enquête menée par *Transparency International* pour développer le Baromètre mondial de la corruption 2019, qui a indiqué que la plupart des citoyens pensaient que la corruption avait augmenté au Botswana, et sur les préoccupations concernant le manque de responsabilité en matière de corruption gouvernementale de haut niveau.

Afrobarometer, un "réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage", a obtenu des résultats similaires sur les attitudes du public à l'égard de la corruption du gouvernement dans son rapport publié en 2020 et intitulé "*Au carrefour de la Corruption? Les perceptions*

croissantes de la corruption affaiblissent la confiance des citoyens et menacent le statut démocratique du Botswana."[58] Selon *Afrobarometer*, la moitié des citoyens du Botswana pensent que le niveau général de corruption dans le pays a augmenté par rapport à l'année précédente. Trente-cinq pour cent des botswanais ont déclaré que "la plupart" ou "tous" les responsables de la présidence sont corrompus, ce qui est quatre fois plus que les neuf pour cent de la population qui étaient de cet avis en 2019. Ce qui est peut-être le plus inquiétant, c'est que 70 pourcents des botswanais disent qu'il y a un risque de représailles si la corruption est signalée aux autorités.

Allégations de corruption et secteur de la conservation des espèces sauvages

Plusieurs des services gouvernementaux chargés de mettre en œuvre des activités de lutte contre le braconnage et de mener des enquêtes sur les réseaux de trafic d'espèces sauvages impliqués dans le braconnage et le commerce illégal des espèces sauvages du Botswana ont fait l'objet d'allégations de corruption, notamment de rapports faisant état de "soupçons de connivence entre les militaires et les agents des services de renseignement et [les braconniers]"[59]

Dans le cadre de son mandat visant à identifier les menaces pour la sécurité nationale, la DIS recueille des informations sur les braconniers de rhinocéros et les trafiquants de cornes de rhinocéros ; cependant, la corruption au sein de la DIS aurait entraîné la fuite de renseignements vers les braconniers. En juillet 2020, le directeur général de la DIS, le brigadier Peter Magosi, a admis que les syndicats de braconniers étaient parvenus à avoir accès à la DIS lorsqu'il a été interrogé par la commission des comptes publics du Parlement du Botswana. Magosi n'a pas mâché ses mots dans son évaluation de la situation : "C'est un fait, nous sommes infiltrés."[60]

Au début de la même année, le secrétaire permanent du ministère de l'Environnement, de la Conservation des ressources naturelles et du Tourisme, Oduetse Koboto, a fait allusion au fait que les braconniers obtiennent des informations essentielles du gouvernement, déclarant que " dans certains cas, ils [les braconniers] peuvent même infiltrer nos opérations pour essayer d'obtenir des informations sur ce que nous planifions "[61]

En 2020, la BDF s'est trouvée confrontée à des allégations selon lesquelles des membres de son unité de forces spéciales auraient délibérément permis à des braconniers de rhinocéros d'opérer dans l'Okavango parce qu'ils étaient mécontents des ajustements salariaux de l'année précédente. Le directeur du protocole et des affaires publiques de la BDF, le colonel Tebo Dikole, a nié ces allégations, les qualifiant d'"absurdes" et de simples "théories du complot".[62]

Politisation de la conservation des espèces sauvages au Botswana

La conservation des espèces sauvages a fait l'objet d'une politisation extrême au Botswana, notamment en ce qui concerne la gestion et la protection des rhinocéros et des éléphants. Cela résulte en grande partie de la querelle entre le président actuel Mokgweetsi Masisi et l'ancien

Ci-dessous : Rhinocéros noir

©Martin Diepeveen licensed under CC BY-NC-ND 2.0

Masisi contre Khama : Accusations de harcèlement, d'intimidation et de tentative d'assassinat

La querelle entre l'actuel président Mokgweetsi Masisi et l'ancien président Ian Khama s'étend bien au-delà des politiques de protection des espèces sauvages au Botswana et s'est aggravée. L'ancien président Khama a affirmé que lui, sa famille et les membres de son administration ont été victimes de harcèlement et d'intimidation de la part de l'administration Masisi, et qu'il a lui-même été victime de tentatives d'assassinat à pas moins de trois reprises.[64]

Les allégations de tentative d'assassinat font l'objet d'une enquête par la Rapporteure spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard. Dans un rapport préliminaire daté du 26 mars 2021, la Rapporteure spéciale écrit que "trois services de renseignement d'États extérieurs au Botswana ont émis des avertissements crédibles de menaces sur la vie de M. Khama."[65] Le rapport poursuit en donnant des détails sur "trois tentatives planifiées d'attenter à la vie de M. Khama, y compris l'utilisation de poison biochimique dans deux cas."

Les frères de Khama, Tshekedi et Anthony (et la femme de Tshekedi) ont été détenus pendant plusieurs jours par la DIS, apparemment sans inculpation. Tshekedi a occupé le poste de ministre de l'Environnement, de la Conservation, des Ressources naturelles et du Tourisme sous le président Khama. L'ancien président Khama affirme que cette détention est illégale et qu'elle est "une continuation du harcèlement et de la persécution dont ma famille fait l'objet depuis la fabrication des accusations portées contre moi". Khama a également affirmé que la DIS agissait sur ordre direct de Masisi.[66] Au moment de la rédaction de ce rapport, Khama a quitté le Botswana et vit en Afrique du Sud.

L'ancien président Khama fait également l'objet d'une enquête de la DIS, apparemment pour des armes à feu volées que Khama aurait prises et conservées après la fin de son dernier mandat présidentiel.[67] Khama et sa famille font également l'objet d'une enquête de l'Agence de renseignement financier sur des détournements présumés de fonds publics par Khama et sa famille.[68] Khama a nié tout acte répréhensible et a qualifié les enquêtes de chasse aux sorcières et de harcèlement continu par l'administration Masisi.[69]

Pour sa part, l'administration Masisi a qualifié les allégations de Khama de "scandaleuses" et a publié une déclaration disant que "le récit selon lequel l'ancien président et les membres de sa famille sont persécutés est dépourvu de toute vérité."[70]

président Ian Khama.[63] Les deux étaient autrefois de proches alliés, mais après que Masisi a pris les rênes de la présidence en 2018, leur relation s'est rapidement dégradée. Khama et Masisi se sont tous deux intéressés de près aux espèces sauvages du Botswana et ont personnellement dirigé les changements apportés aux politiques de base et aux positions du gouvernement national concernant la gestion d'espèces comme les rhinocéros et les éléphants.

Masisi et Khama se sont lancés des piques sur les changements apportés aux politiques botswanaises en matière de chasse au trophée, sur l'équipement des gardes forestiers de la DWNP en armes à feu et sur l'efficacité des activités de lutte contre le braconnage. Les médias locaux ont couvert de près leur rhétorique combative qui a, à son tour, alimenté un clivage de plus en plus hostile entre ceux qui sont dans le camp du Parti démocratique du Botswana de Masisi et ceux qui sont alignés sur Khama et son Front patriotique du Botswana.

En conséquence, les décisions en matière de politique de conservation des espèces sauvages sont devenues personnelles et sans compromis au Botswana. Le soutien aux politiques de l'administration actuelle est amplifié et utilisé pour renforcer la mise en œuvre de ces politiques, tandis que les critiques et les preuves suggérant qu'une autre ligne de conduite pourrait être plus prudente et plus efficace sont accueillies avec hostilité par le gouvernement et souvent rejetées comme ayant une motivation politique.

LES RHINOCÉROS DU BOTSWANA ET LA CITES

Lors de la CoP18 de la CITES, le rapport du Comité permanent et du Secrétariat sur les rhinocéros (CoP18 Doc. 83.1) a souligné la recrudescence du braconnage des rhinocéros au Botswana en 2018 par rapport aux années précédentes.[71] Fin 2018, au moins 18 incidents de braconnage de rhinocéros ont été signalés au Botswana, et le rapport UICN/TRAFFIC soumis à la CoP19 a révisé le total du braconnage de 2017, passant de zéro rhinocéros braconné à neuf rhinocéros braconnés au Botswana cette année-là, ce qui suggère que les rhinocéros étaient la cible des braconniers au Botswana plus tôt que le gouvernement du Botswana ne l'avait initialement reconnu.[72]

L'EIA et d'autres ONG présentes à la CoP18 ont exhorté les Parties à inclure le Botswana parmi les décisions destinées aux autres Parties affectées par le braconnage des rhinocéros et le trafic de cornes de rhinocéros. Ceci afin de permettre une surveillance et toute assistance qui aurait pu être utile au Botswana à la lumière de l'augmentation rapportée du braconnage dans l'Okavango. Les Parties à la CITES ont finalement choisi de ne pas adresser les décisions de la CoP18 relatives aux rhinocéros au Botswana. Ils ont ainsi approuvé la recommandation du Secrétariat d'encourager le Botswana à " poursuivre l'examen de cette question afin de s'assurer que les mesures mises en œuvre pour prévenir et combattre le braconnage des rhinocéros sont efficaces et rapidement adaptées en fonction de toute évolution de tendance."[73]

Cependant, la CoP18 a adopté la décision 18.110, qui demandait à toutes les Parties de signaler toute activité mise en œuvre pour lutter contre l'abattage illégal de rhinocéros et le commerce illégal de spécimens de rhinocéros. Malgré cela, le Botswana n'a soumis aucune information sur les activités menées pour lutter contre le

braconnage des rhinocéros et le commerce illégal au Comité permanent pendant la période intersessions entre la CoP18 et la CoP19.

Le fait que le Botswana continue de ne pas soumettre des informations de base sur les populations de rhinocéros, le braconnage et la lutte contre le braconnage à la CITES est également mis en évidence dans le rapport soumis par l'UICN et TRAFFIC à la CoP19.[74] Le Botswana était le seul État d'Afrique abritant des rhinocéros pour lequel les chiffres du braconnage n'étaient pas disponibles pour 2021. Les auteurs du rapport se sont appuyés sur les chiffres du braconnage des années précédentes et d'autres données pour estimer que 53 rhinocéros supplémentaires ont été abattus au Botswana en 2021, bien que cette estimation n'ait pas été appliquée aux chiffres totaux du braconnage estimés pour 2021 dans le rapport UICN/TRAFFIC. Le Botswana n'a pas non plus mis à la disposition du Groupe de spécialistes des rhinocéros d'Afrique de l'UICN les données relatives aux populations de rhinocéros noirs et blancs et n'a pas fourni d'informations sur les résultats de la lutte contre la criminalité et des sanctions légales.

RECOMMANDATIONS

À L'ADRESSE DE LA COP19 DE LA CITES:

- **Adopter des décisions chargeant le Botswana de :**
  - **Soumettre les estimations les plus récentes de la population de rhinocéros blancs et noirs, les chiffres du braconnage des rhinocéros pour 2021-2022, et des détails sur les résultats de la lutte contre la criminalité, y compris les poursuites, les saisies et les enquêtes financières, au Secrétariat pour examen par le Comité permanent lors de la session SC77.**
  - **Renforcer son engagement auprès de la Namibie, de la Zambie et de toute autre Partie, le cas échéant, en menant des opérations conjointes et en renforçant le partage d'informations et l'échange de renseignements afin de s'appuyer sur les efforts communs pour étendre la collaboration en vue de lutter contre le commerce illégal de cornes de rhinocéros, et faire rapport au Secrétariat sur toutes les activités menées à cet égard pour examen par le Comité permanent lors des sessions SC77 et SC78.**
  - **Soumettre des informations sur les résultats de ses opérations d'écornage et de transfert de rhinocéros au Secrétariat pour examen par le Comité permanent lors de la session SC77, y compris, entre autres, le nombre de rhinocéros transférés avec succès du delta de l'Okavango, le nombre de rhinocéros qui ont pu périr lors des opérations d'écornage et de transfert, le cas échéant, le nombre total de cornes obtenues à partir des rhinocéros écornés, et la confirmation que des échantillons d'ADN de rhinocéros ont été obtenus et partagés avec RhODIS pendant les opérations d'écornage et/ou de transfert.**
  - **Soumettre des informations sur l'état de sa stratégie nationale de lutte contre le braconnage et un rapport sur sa mise en œuvre en ce qui concerne le braconnage des rhinocéros et des éléphants au Secrétariat pour examen par le Comité permanent lors de la session SC77.**
- **Rejeter les propositions 2, 3 et 4 qui visent à modifier les annexes de la CITES pour affaiblir les protections des rhinocéros et des éléphants, notamment pour permettre le commerce international de la corne de rhinocéros et de l'ivoire.**

À L'ADRESSE DU BOTSWANA :

- **Donner la priorité à la mise en œuvre d'enquêtes fondées sur le renseignement concernant les groupes criminels organisés qui se livrent au braconnage et au trafic des rhinocéros et des éléphants du Botswana. Ces enquêtes doivent être menées conjointement avec d'autres États de l'aire de répartition des rhinocéros, des pays de transit et des pays consommateurs afin de partager les informations et l'expertise et d'améliorer les chances de succès et de garantir un impact maximal.**
- **Charger la Direction de lutte contre la corruption et la criminalité économique d'enquêter sur les allégations de corruption formulées à l'encontre des services gouvernementaux chargés de mener des opérations et des enquêtes de lutte contre le braconnage et le trafic d'espèces sauvages, et de prendre toute mesure jugée appropriée pour éliminer les éléments de corruption qui pourraient être découverts. Les résultats de cette enquête devraient être mis à la disposition du public.**
- **Charger la DWNP de donner des mises à jour trimestrielles sur le statut des rhinocéros au Botswana. Ces mises à jour doivent inclure, au minimum, des estimations de la population, des données sur le braconnage, les principales activités de gestion de la conservation (écornage, translocations, etc.) et des informations sur les interventions de la police (poursuites, condamnations, saisies, etc.). Ces mises à jour devraient être données en personne par le directeur de la DWNP en permettant la participation des médias afin de donner la possibilité de poser des questions complémentaires et de maximiser la transparence.**
- **Faire participer les communautés locales de la région du delta de l'Okavango et d'autres zones touchées par des niveaux intenses de braconnage au développement et à la mise en œuvre de stratégies de lutte contre le braconnage.**

RÉFÉRENCES

1. CITES CoP19 Doc. 75 (Rev. 1) Annex 4. Disponible au lien https://cites.org/sites/default/files/documents/E-CoP19-75-R1.pdf
2. Id.
3. Id.
4. Id.
5. Id.
6. The Witness. (2022). DA Concerned over decline in rhino numbers at Kruger National Park. The Witness. Disponible au lien https://www.citizen.co.za/witness/news/da-concerned-over-decline-in-rhino-numbers-at-kruger-national-park/
7. Ezemvelo KZN Wildlife http://www.kznwildlife.com/
8. CITES CoP19 Doc. 75 (Rev. 1) Annexe 4
9. Oak Foundation. (2018). Forty rhinos moved to Botswana. Disponible au lien https://oakfnd.org/forty-rhinos-moved-to-botswana/
10. https://cites.org/sites/default/files/eng/cop/18/doc/E-CoP18-083-01.pdf
11. Somerville, K. (2020). Botswana's rhino poaching crisis: COVID-19 increases the pressure. Global Geneva. Disponible au lien https://global-geneva.com/botswanas-rhino-poaching-crisis-covid-19-increases-the-pressure/
12. CITES CoP19 Doc. 75 (Rev. 1) Annexe 4
13. Id.
14. Id.
15. Id.
16. Nkala, O. (2021). Southern Africa : Botswana Rhino Poaching Worsens As Government Dithers. New Zimbabwe. Disponible au lien https://allafrica.com/stories/202105160101.html
17. Kooper, L. (2019). Man nabbed for possession of elephant tusk, rhino horn. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/191972/archive-read/Zambian-nabbed-for-possession-of-elephant-tusk-rhino-horn
18. Three Years of Blue Rhino in Namibia. (2021). Disponible au lien https://cites.org/sites/default/files/eng/com/sc/74/E-SC74-37-A2.pdf
19. Motlhoka, T. (2022). Rhino killed at Khama Sanctuary? Sunday Standard. Disponible au lien https://www.sundaystandard.info/rhino-killed-at-khama-sanctuary/
20. Vatileni, E. (2022). Rhino poaching cases on the rise. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/116683/read/Rhino-poaching-cases-on-the-rise
21. Site internet du gouvernement du Botswana https://www.gov.bw/ministries/ministry-environment-natural-resources-conservation-and-tourism
22. Site web du gouvernement du Botswana https://www.gov.bw/ministries/botswana-defence-force
23. Laws of Botswana. The Intelligence and Security Act. Disponible au lien https://botswanalaws.com/alphabetical-list-of-statutes/intelligence-and-security-service
24. Baaits, D. (2020). BDF hits at police over poaching incident. Weekend Post. Disponible au lien https://web.archive.org/web/20201001005534/https://www.weekendpost.co.bw/25004/news/bdf-hits-at-police-over-poaching-incident/
25. Rantsimako, S. (2021). Masisi and DWNP Give Contradictory Statements on Wildlife Poaching. The Botswana Gazette. Disponible au lien https://www.thegazette.news/news/masisi-and-dwnp-give-contradictory-statements-on-wildlife-poaching/
26. Les registres sont disponibles sur demande.
27. Mmana, F. B. (2020). BDF Soldiers Clash With Ditshiping Residents. The Voice. Disponible au lien https://news.thevoicebw.com/bdf-soldiers-clash-with-ditshiping-residents/
28. Tjinyeka, S. (2022). Residents in Botswana's Okavango Delta want to be included in anti-poaching efforts. Ink24. Disponible au lien https://www.independent.co.uk/voices/campaigns/giantsclub/botswana/botswana-antipoaching-b2038018.html
29. Dipholo, K. (2021). Namibians Live in Fear of BDF. The Voice. Disponible au lien https://news.thevoicebw.com/namibians-live-in-fear-of-bdf/ ; The Patriot. (2020). Soldiers terrorise Okavango residents. The Patriot. Disponible au lien https://thepatriot.co.bw/soldiers-terrorise-okavango-residents/
30. The Voice. (2020). UNDECI Guides unsure whether to sue 'abusive' soldiers. The Voice. Disponible au lien https://www.pressreader.com/botswana/the-voice-botswana/20200814/282029034587257
31. Tlhage, O. (2020). Mother of Slain Men Dies, Sister Hospitalised. Namibian Sun. Disponible au lien https://www.namibiansun.com/news/mother-of-slain-men-dies-sister-hospitalised2020-11-12/
32. Kooper, L. (2022). 'Fishermen shot first'. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/6217285/archive-read/Fishermen-shot-first
33. Kooper, L. (2021). Botswana cop claims fishermen had ivory. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/6215621/archive-read/Botswana-cop-claims-fishermen-had-ivory
34. Ngutjinazo, O., Kooper, L. and Mbathera, E. (2020). Chaos at border as slain Namibians arrive home. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/96549/read/Chaos-at-border-as-slain-Namibians-arrive-home
35. Tlhage, O. (2020). Mother of Slain Men Dies, Sister Hospitalised. Namibian Sun. Disponible au lien https://www.namibiansun.com/news/mother-of-slain-men-dies-sister-hospitalised2020-11-12/
36. The Namibian. (2020). Botswana's Border Aggression is a Regional Security Issue. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/206294/archive-read/Botswanas-Border-Aggression-is-a-Regional-Security-Issue
37. Gouvernement du Botswana. Communiqué de presse du bureau du Président. (2020). Disponible au lien https://www.facebook.com/148228411926492/posts/3506591019423531/?d=n
38. Kooper, L. (2022). 'Fishermen shot first'. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/6217285/archive-read/Fishermen-shot-first
39. Kooper, L. (2021). Botswana cop claims fishermen had ivory. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/6215621/archive-read/Botswana-cop-claims-fishermen-had-ivory
40. Kooper, L. (2022). 'Fishermen shot first'. The Namibian. Disponible au lien https://www.namibian.com.na/6217285/archive-read/Fishermen-shot-first
41. Tjitemisa, K. (2022). Masisi reported to ICC over Nchindo Killings. New Era. Disponible au lien https://neweralive.na/index.php/posts/masisi-reported-to-icc-over-nchindo-killings
42. Direction des espèces sauvages et des parcs nationaux. Disponible au lien https://www.facebook.com/watch/?v=1278444545659575
43. Botswana Safari News. (2020). Okavango Delta Poachers Now Target White Dehorned Rhinos. Botswana Safari News. Disponible sur : https://botswanasafarinews.blogspot.com/2020/06/okavango-delta-poachers-now-target.html
44. Ministère de l'Environnement, de la Conservation des ressources naturelles et du Tourisme (2021) The History of Rhino and Elephant Poaching in Botswana. Disponible au lien https://www.facebook.com/www.mewt199.co.bw/photos/pcb.455870073754089 5/4558698134207822
45. Maron, D. F. (2020). Botswana is evacuating black rhinos amid poaching threat. National Geographic. Disponible au lien https://www.nationalgeographic.com/animals/article/botswana-evacuates-black-rhinos-amid-poaching-and-coronavirus
46. The Botswana Gazette. (2022). Khama Accuses govt of Cover-Ups in Rhino Poaching. The Botswana Gazette. Disponible au lien https://www.thegazette.news/news/khama-accuses-govt-of-cover-ups-in-rhino-poaching/
47. CITES CoP17 Doc. 68 Annexe 5. Disponible au lien https://cites.org/sites/default/files/eng/cop/17/WorkingDocs/E-CoP17-68-A5.pdf
48. Schlossberg, S., Chase, M.J. and Sutcliffe, R., 2019. Evidence of a growing elephant poaching problem in Botswana. Current Biology, 29(13), pp.2222-2228. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S096098221930675X
49. Leithead, A. (2019 Botswana elephant poaching 'no hoax'. BBC. Disponible au lien https://www.bbc.com/news/world-africa-47321241
50. Keakabetse, B. (2022). Botswana's Imported Rhino Poaching Crises. Okavango Express. Disponible au lien https://www.okavangoexpress.com/news/botswanas-imported-rhino-poaching-crises/
51. Phys.org. (2020). Nearly 50 rhinos killed in Botswana in 10 months as poaching surges. Phys.org. Disponible au lien https://phys.org/news/2020-02-rhinos-botswana-months-poaching-surges.html
52. Rantsimako, S. (2021). Masisi and DWNP Give Contradictory Statements on Wildlife Poaching. (2021). The Botswana Gazette. Disponible au lien https://www.thegazette.news/news/masisi-and-dwnp-give-contradictory-statements-on-wildlife-poaching/
53. Xinhua. (2021). Botswana appeals for wildlife conservation support. Xinhua. Disponible au lien https://newsghana.com.gh/botswana-appeals-for-wildlife-conservation-support/
54. Schlossberg, S., Chase, M.J. et Sutcliffe, R., 2019. Evidence of a growing elephant poaching problem in Botswana. Current Biology, 29(13), pp.2222-2228. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S096098221930675X
55. UICN. 2016. Rapport de situation du groupe de spécialistes de l'UICN sur l'éléphant d'Afrique de 2016 : Une mise à jour de la base de données sur l'éléphant d'Afrique.
56. CITES CoP18 Doc. 69.2 Rapport sur le suivi de l'abattage illégal des éléphants (MIKE). Disponible au lien https://cites.org/sites/default/files/fra/cop/18/doc/F-CoP18-069-02.pdf .
57. Transparency International. (2022). Disponible au lien https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-sub-saharan-africa-amid-democratic-turbulence-deep-seated-corruption
58. Afrobaromètre. (2020). Corruption crossroads? Rising perceptions of graft weaken citizen trust, threaten Botswana's democratic standing. Disponible au lien https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ab_r8_policypaperno68_botswana_corruption.pdf
59. Nkala, O. (2021). Southern Africa : Botswana Rhino Poaching Worsens As Government Dithers. New Zimbabwe. Disponible au lien https://allafrica.com/stories/202105160101.html
60. Adamson, K. (2020). Moles Penetrate DIS – Magosi. The Voice. Disponible au lien https://www.pressreader.com/botswana/the-voice-botswana/20200724/281513638474343
61. Mguni, M. (2020). Gov't buys more body bags as war against rhino poachers intensifies. Mguni. Disponible au lien https://www.mmegi.bw/news/govt-buys-more-body-bags-as-war-against-rhino-poachers-intensifies/news
62. Baaitse, D. (2020). BDF refutes rhino poaching Special Forces Unit sabotage. Weekend Post. Disponible au lien https://www.weekendpost.co.bw/24914/news/bdf-refutes-rhino-poaching-special-forces-unit-sabotage/
63. Konopo, J. (2022). How will the conflict between Masisi and Khama end? Ink Center for Investigative Journalism. Disponible au lien https://inkjournalism.org/2573/how-will-the-conflict-between-masisi-and-khama-end-%EF%BF%BC/
64. Good Governance Africa. (2022). Former President Ian Khama on assassination attempts. Disponible au lien https://www.youtube.com/watch?v=h1fPw-iLJ2A&ab_channel=GoodGovernanceAfrica
65. United Nations Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions. (2021). Disponible au lien https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownLoadPublicCommunicationFile?gId=26272.
66. Ndebele, L. (2022). Ian Khama claims his twin brothers have been detained by Botswana's state security. News24. Disponible au lien https://www.news24.com/news24/africa/news/ian-khama-claims-his-twin-brothers-have-been-detained-by-botswanas-state-security-20220318
67. du Plessis, C. (2022 Ian Khama summonsed to appear in Botswana court on firearm charge. Daily Maverick. Disponible au lien https://www.dailymaverick.co.za/article/2022-04-20-ian-khama-summonsed-to-appear-in-botswana-court-on-firearm-charge/
68. Mpuang, L. (2022). DISS freezes Accounts of the Khamas. The Botswana Gazette. Disponible au lien https://www.thegazette.news/news/diss-freezes-accounts-of-the-khamas/#.YIil6ezMI-Q
69. Tlhankane, M. (2022). Khama vs DIS: Witchhunt or necessary measure ? Mmegi. Disponible au lien https://www.mmegi.bw/news/khama-vs-dis-witchhunt-or-necessary-measure/news
70. Ndebele, L. (2022). 'Outrageous' – Botswana dismisses ex-president Khama's claims of an assassination plot. News24. Disponible au lien https://www.news24.com/news24/africa/news/outrageous-botswana-dismisses-ex-president-khamas-claims-of-an-assassination-plot-20220504
71. CITES CoP18. Doc. 83.1 Annexe 2. Disponible au lien https://cites.org/sites/default/files/fra/cop/18/doc/F-CoP18-083-01.pdf
72. CITES CoP19 Doc. 75 (Rev. 1) Annexe 4
73. CITES CoP18 Doc. 83.1
74. CITES CoP19 Doc. 75 (Rev. 1) Annexe 4

environmental investigation agency

EIA US
PO Box 53343
Washington DC 20009 USA
T: +1 202 483-6621
E: info@eia-global.org
eia-global.org

EIA UK
62-63 Upper Street,
London N1 0NY UK
T: +44 (0) 20 7354 7960
E: ukinfo@eia-international.org
eia-international.org